



---

Conseil de sécurité

Débat ouvert (VTC)

**Violence sexuelle dans les conflits**

**Conflict-Related Sexual Violence**

New York, le 17 juillet 2020

Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président,

La Suisse remercie l'Allemagne et la République dominicaine pour l'organisation de ce débat et tous les intervenants pour leurs contributions.

La crise actuelle liée à la pandémie de COVID-19 a des répercussions négatives importantes sur la prévention de la violence sexuelle dans les conflits ainsi que la lutte contre ce fléau. La Suisse exhorte donc le Conseil de sécurité et la communauté internationale à mettre en œuvre la résolution 2532. Nous soutenons l'appel lancé par la Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles dans les conflits armés, qui invite toutes les parties à des conflits à cesser toute violence sexuelle et fondée sur le genre. Nous saluons le dernier rapport du Secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits et soulignons la responsabilité première des États membres de protéger toutes les femmes et les filles, mais aussi les hommes et les garçons contre les actes de violence sexuelle.

J'aimerais évoquer les trois points suivants :

**Premièrement**, la violence sexuelle dans les conflits trouve ses racines dans l'inégalité entre les sexes et la discrimination fondée sur le genre. De ce fait, la violence sexuelle est à la fois un signe d'alerte précoce et une conséquence des conflits. Il est par conséquent déterminant de favoriser l'émancipation des femmes et des filles, ainsi que d'engager les hommes et les garçons à atteindre l'égalité des sexes. Si la majorité des survivants de violences sexuelles sont des femmes et des filles, les hommes et les garçons souffrent également de ces actes de violence horribles. La stigmatisation et l'exclusion des victimes peuvent conduire à un nombre encore plus élevé de cas non signalés. La contribution de la société civile, y compris des défenseuses des droits de l'homme, à la création de confiance et de respect mutuels reste essentielle pour prévenir et résoudre les conflits et pour maintenir la paix.

**Deuxièmement**, la Suisse préconise une approche communautaire dans la prise en charge des victimes ayant survécu à des violences sexuelles, y compris des enfants qui en sont issus. Les droits et les besoins des survivants, leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs inclus, doivent être au centre de toute intervention. Les survivants méritent d'être traités avec dignité et respect. Nous soulignons l'importance de la réintégration des survivants dans leurs communautés et les structures sociales qui y sont rattachées. C'est pourquoi la Suisse soutient des projets qui renforcent les réseaux

---

de solidarité et la guérison collective, car la violence sexuelle liée aux conflits touche une communauté dans son ensemble.

**Troisièmement**, la Suisse s'inquiète des lacunes persistantes, aux niveaux national et international, en matière de redevabilité et de justice liée à la violence sexuelle dans les conflits. Alors qu'elle soutient les efforts déterminants de la Cour pénale internationale et de son procureur pour déferer à la justice les auteurs de crimes sexuels et fondés sur le genre, elle collabore également avec des acteurs nationaux pour faciliter l'accès des survivants à la justice. Ce type de partenariat permet aux rescapés de devenir des intervenants majeurs et des agents du changement en matière de prévention et de lutte contre la violence sexuelle dans les conflits. Conformément à la résolution 2467, la Suisse réitère la nécessité d'une approche holistique comportant des mesures juridiques et non juridiques. Nous invitons le Conseil de sécurité à poursuivre la lutte contre l'impunité et à défendre le principe de redevabilité par tous les moyens dont il dispose.

Cette année, nous commémorons des étapes importantes, telles que le 25e anniversaire de la déclaration et du programme d'action de Pékin, le 20e anniversaire de la résolution 1325 ainsi que le 75e anniversaire des Nations unies. Des progrès décisifs dans l'élimination des causes profondes de la violence sexuelle et fondée sur le genre sont attendus depuis longtemps. Le Conseil de sécurité a un rôle crucial à jouer, notamment afin de renforcer et surveiller la pleine mise en œuvre des engagements pris par toutes les parties à des conflits pour prévenir et combattre toutes les formes de violence sexuelle dans les conflits et dans les situations d'après conflit. Nous demandons donc au Conseil de poursuivre ses efforts dans ce sens.

Je vous remercie.

---

Mr. President,

Switzerland would like to thank Germany and the Dominican Republic for organizing this debate as well as all briefers for their contributions.

The current COVID-19 crisis has far-reaching negative implications for the prevention of and response to conflict-related sexual violence. Switzerland therefore urges the Security Council and the international community to immediately implement Resolution 2532. We support the Special Representative on Sexual Violence in Conflict's call on all parties to conflict to cease all forms of sexual and gender-based violence and welcome the Secretary-General's recent report on conflict-related sexual violence. We also reiterate the primary responsibility of member states to protect all women and girls but also men and boys against acts of sexual violence.

Let me highlight three issues:

**First**, conflict-related sexual violence is deeply rooted in gender inequality and gender-based discrimination. Hence, it constitutes both an early warning sign and consequence of conflict. It is therefore crucial to empower women and girls as well as to engage men and boys to achieve gender equality. While the majority of survivors of sexual violence are women and girls, men and boys also suffer from such horrible acts of violence. Stigmatization and exclusion of victims can lead to even higher numbers of unreported. The contribution of civil society, including women human rights defenders, in creating mutual trust and respect remains key to prevent and resolve conflicts.

**Second**, Switzerland advocates for a community-based approach in treating survivors of sexual violence, including children born of rape. The rights and needs of survivors, including their sexual and reproductive health and rights, must be at the center of every response. Survivors must be treated with dignity and respect. We emphasize the importance of the reintegration of survivors into their communities and related social structures. This is why Switzerland supports projects that strengthen solidarity networks and collective healing as conflict-related sexual violence affects a community as a whole.

---

**Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies**  
**Permanent Mission of Switzerland to the United Nations**

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706  
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, [www.dfae.admin.ch/missny](http://www.dfae.admin.ch/missny)

**Third.** Switzerland is concerned about the persisting gaps related to accountability and justice for conflict-related sexual violence at national and international level. While supporting the crucial efforts of the International Criminal Court and its Prosecutor to hold perpetrators accountable for sexual and gender-based crimes, Switzerland also engages with national actors to facilitate access to justice for survivors. Such partnerships empower survivors to become key stakeholders and agents of change in efforts to prevent and respond to conflict-related sexual violence. In line with Resolution 2467, Switzerland reiterates the need for a holistic approach, including legal and non-legal measures, and call on the Council to continue to fight impunity and uphold accountability with all means at its disposal.

This year, we commemorate important milestones, such as the 25th anniversary of the Beijing Declaration and Platform for Action, the 20th anniversary of the UNSC Resolution 1325 as well as the 75th anniversary of the United Nations. Decisive progress in eliminating the root causes of sexual and gender-based violence is long overdue. The Security Council has a crucial role to play, in particular with regard to strengthening and monitoring the full implementation of commitments by all parties to conflict to prevent and address all forms of sexual violence in conflict and post-conflict situations. We therefore urge the Council to continue its efforts in this sense.

I thank you.